



HAL
open science

Quand la (contre-)révolution vote avec ses pieds: penser l'explosion migratoire vénézuélienne

Fabrice Andréani, Lucie Laplace

► To cite this version:

Fabrice Andréani, Lucie Laplace. Quand la (contre-)révolution vote avec ses pieds: penser l'explosion migratoire vénézuélienne. *Hérodote - Revue de géographie et de géopolitique*, 2018, 2018/4 (171), pp.29-44. 10.3917/her.171.0029 . halshs-02023012

HAL Id: halshs-02023012

<https://shs.hal.science/halshs-02023012>

Submitted on 26 Feb 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

QUAND LA (CONTRE-)RÉVOLUTION VOTE AVEC SES PIEDS : PENSER L'EXPLOSION MIGRATOIRE VÉNÉZUÉLIENNE

Fabrice Andréani et Lucie Laplace

La Découverte | « Hérodote »

2018/4 N° 171 | pages 29 à 44

ISSN 0338-487X

ISBN 9782348040795

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-herodote-2018-4-page-29.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Quand la (contre-)révolution vote avec ses pieds : penser l'explosion migratoire vénézuélienne

Fabrice Andréani¹ et Lucie Laplace²

Ces dernières années, alors que le Venezuela est en proie à une crise économique toujours plus virulente et à une conjoncture politique résolument critique (et violente), on assiste à l'accélération spectaculaire des flux migratoires constitutifs de ce que les protagonistes et analystes en sont venus à qualifier de « diaspora », et même (plus récemment) d'« exode » en provenance de ce pays [Cañizález, 2018]. À l'été 2018, on estime que sur un total d'environ 32 millions d'habitants³ entre 2,5 et 4 millions d'individus ont quitté le Venezuela entre début 2014 et fin 2017, et qu'ils pourraient être 1,5 million à les rejoindre au cours de la seule année 2018. Ces volumes étant sans précédent en Amérique latine⁴, le phénomène bouleverse à bien des égards tant la société de départ que les sociétés d'accueil. Des sphères d'action (inter-)étatique concernées jusqu'aux sites d'interaction les plus ordinaires de l'espace public, il appelle un peu partout à des adaptations d'ordre matériel, normatif et même culturel, reconfigurant les modalités du vivre ensemble à travers le sous-continent (voire au-delà). Et engageant par là même, outre les migrants et leurs proches laissés sur place, une grande variété d'acteurs, à diverses échelles, plus ou moins imbriquées : organisations

1. Doctorant en science politique à l'université Lumière Lyon-2 (Triangle).

2. Doctorante en science politique à l'université Lumière Lyon-2 (Triangle).

3. Les Vénézuéliens étaient environ 20 millions en 1990 et 25 millions en 2000.

4. Les migrations cubaines post-1959 se sont étalées sur plus de trois décennies et n'ont pris une forme aussi massive qu'en Floride, tandis que celles liées aux guerres civiles des années 1980 en Amérique centrale ont été bien moindres en termes absolus.

internationales et régionales (et agences spécialisées), gouvernements et administrations nationales, associations et organisations non gouvernementales (ONG – plus ou moins locales ou globales), partis politiques, médias et intellectuels, cercles académiques et groupes estudiantins, etc. S’agissant d’une réalité à la fois récente, en constante évolution et assez peu étudiée, cet article propose un état des lieux des savoirs sur la question, et des problématiques les plus saillantes qui en ressortent⁵.

D’une façon générale, cette explosion migratoire exacerbe toute une série de luttes, débats et controverses autour de la nature de la situation actuelle du Venezuela, de ses déterminants et de sa portée sur le devenir de la région dans son ensemble. La reconnaissance même de son ampleur et sa présentation par une myriade d’acteurs institutionnels comme étant un problème public régional de première importance sont lourdes de sens politique. Ne serait-ce que parce qu’elles mettent plus que jamais en péril la cohérence du récit des autorités boliviennes et leurs soutiens sur l’état du pays, quasi unanimement disqualifié sur la scène internationale par les porteurs plus ou moins volontaires (et sincères) d’un horizon de « globalisation démocratique » [Camau, 2006]. Là où l’inaccessibilité des biens et services les plus vitaux, la répression institutionnelle et clandestine ou la violence plus ordinaire sont tant bien que mal dissimulées, relativisées et/ou attribuées à des facteurs exogènes, la seule présence de millions de Vénézuéliens paupérisés – et *a fortiori* indigents et malades – à l’extérieur des frontières rend caduque la principale justification de cet autoritarisme *sui generis*. À savoir l’idée que Nicolás Maduro et ses associés se perpétueraient au pouvoir pour « protéger le peuple » d’ennemis extérieurs (États-Unis et alliés, multinationales occidentales), désireux d’en finir coûte que coûte avec les « acquis de la révolution ». En outre, le Venezuela s’étant construit comme lieu d’immigration non seulement d’Européens ou d’Asiatiques, mais aussi de « frères » latino-américains de toutes conditions sociales – dont bon nombre d’exilés politiques –, cet état de fait semble symboliser on ne peut mieux la « faillite » de la révolution bolivarienne dans son ensemble et du projet quelque peu mégalomane cultivé par son père spirituel Hugo Chávez : celui d’un *revival* du « rêve » d’intégration panaméricaine du héros des guerres d’Indépendance Simón Bolívar [Saint-Upéry, 2008]. À l’aune de ces considérations, on resitue ici le *boom* migratoire actuel dans la trajectoire contemporaine du

5. Sur la base des rares travaux académiques dédiés – en général d’ordre quantitatif et/ou fondés sur des enquêtes par questionnaire et à distance –, de reportages journalistiques qualitatifs et plus localisés, et d’éléments collectés au détour de recherches approfondies sur des objets connexes, à savoir les migrations colombiennes forcées en Équateur (voir les recherches de Lucie Laplace depuis 2011) et les (dé)mobilisations chavistes entre le Venezuela et la France (voir les recherches de Fabrice Andréani depuis 2007).

pétro-État vénézuélien, puis plus spécifiquement chaviste, avant de rendre compte de ses (més)usages politiques à l'échelle régionale, ainsi que de la façon dont ils sont susceptibles d'évoluer.

Émergence, politisation et boom des migrations vénézuéliennes

L'actuelle dissémination de Vénézuéliens en Amérique, en Europe et même au-delà apparaît comme un renversement de l'histoire de ce qui a longtemps été perçu comme un Eldorado – au sens propre puis figuré⁶ – pour tous types de migrants, paupérisés, aventuriers et/ou persécutés. Attirant après l'indépendance des Européens du Sud comme du Nord, la patrie de Bolívar devient exportatrice majeure de pétrole (vers les États-Unis) à la veille de la Seconde Guerre mondiale. Elle accueille alors plusieurs centaines de milliers d'Italiens, de Portugais et d'Espagnols (en sus des Canariens déjà présents en masse) ainsi que des milliers de citoyens d'Europe centrale et de l'Est. Avec l'institution en 1958 d'un système politique bipartite qui en fera le seul pétro-État relativement démocratique et redistributif du *Sud global*⁷, l'« exception vénézuélienne » [Levine, 1994] sera vite érigée en véritable « modèle » politico-économique régional – nonobstant ses traits typiquement clientélistes. Au cours des deux décennies suivantes, à la faveur successive d'une forte croissance puis d'un boom de l'or noir (alors) inédit, et à mesure que la région est gagnée par l'autoritarisme⁸, on qualifiera même le Venezuela de « 52^e État américain ». Troisième pays d'accueil de la diaspora syro-libanaise dans la région (derrière le Brésil et l'Argentine) à partir de la fin des années 1950, il ouvre ensuite ses portes aux Cubains qui quittent l'île dans la foulée de la prise de pouvoir des guérilleros – qui rejoignent le camp soviétique. Tout au long des années 1970, c'est au tour des exilés des juntes militaires du Cône Sud (Chiliens, Argentins, Uruguayens) d'en faire un point de chute privilégié sur le continent. Peu ou prou au même moment, le boom pétrolier draine aussi plusieurs dizaines de milliers d'Équatoriens et plus encore de Péruviens paupérisés. Jusqu'aux années 2000, les Colombiens y échappent par centaines de

6. L'essentiel des légendes sur ce lieu le situait quelque part entre les actuelles Amazonie et Guyane vénézuéliennes.

7. En marginalisant le Parti communiste vénézuélien (PCV) via une alternance concertée entre sociaux-démocrates et démocrates-chrétiens. Après l'amnistie de 1967, le PCV et les autres partis issus de la guérilla (Movimiento al socialismo – MAS –, La Causa radical – Causa R –, Movimiento electoral del pueblo – MEP..) s'y (ré)intègrent rapidement.

8. À la fin des années 1970, outre la Colombie où la guerre fait des ravages, seul le Costa Rica y échappe entièrement.

milliers à l'extrême pauvreté, et dans une moindre mesure au conflit armé⁹. Enfin, toujours dans les années 1970-1980-1990, y affluent des dizaines de milliers de Caribéens, surtout Dominicains et Haïtiens, ainsi qu'un nombre plus substantiel encore de Chinois.

L'inversion du solde migratoire avant Chávez

À l'aune de ce passif, et à l'instar de bon nombre d'antichavistes parmi les immigrés actuels et leurs proches restés sur place, bien des commentateurs tendent à faire coïncider *a posteriori* la genèse de la « diaspora bolivarienne » avec l'arrivée à la présidence, fin 1998, d'un « ami » déclaré de Fidel Castro – Chávez – à la tête d'une coalition entre son ex-mouvement militaire clandestin et des partis *outsiders* de gauche. En réalité, si elle revêt alors rapidement une connotation politique et connaît quelques regains au rythme des soubresauts des luttes sociales et partisans des années 2000 – avant de prendre une tournure dramatique sous Maduro –, l'inversion des flux migratoires dans ce pays date au moins du milieu des années 1990. À l'époque, l'émigration concerne quasi exclusivement les franges aisées des « classes moyennes » dont le niveau de vie n'avait jusque-là rien à envier à ceux de leurs semblables des pays du Nord [Coronil, 1997], et renvoie surtout à trois grands facteurs macrosociaux.

D'abord, sous l'effet d'une crise (pétro-)économique persistante depuis le début des années 1980 (*crash* pétrolier, dévaluation du bolívar et crise de la dette du *Sud global*), le marché de l'emploi qualifié pâtit d'un manque d'investissements public et privé¹⁰. Ensuite, s'ajoute à cette morosité du climat des affaires – légales – dans une société urbaine à 90 %, dominée par le secteur tertiaire (étatique ou mercantile), et en proie à une recrudescence rapide de l'activité informelle (la moitié de la population active), l'incertitude politique qui va *crescendo*. Dans la foulée des grandes émeutes anti-austéritaires et hyper-réprimées de 1989 (dites du *Caracazo*, plus d'un millier de morts), se multiplient les vagues de grèves et protestations massives contre la dégradation des services publics (éducation, santé, infrastructures) et des conditions de travail des subalternes. Et alors que la gauche croît rapidement dans les urnes¹¹, les proto-guérillas urbaines renaissantes

9. Les migrations forcées dues au conflit atteignent leur pic à la fin des années 1990 mais sont essentiellement internes.

10. En dehors de quelques secteurs clés et/ou épargnés – pétrole, agroalimentaire, sécurité, audiovisuel...

11. Précisément celle qui ne rejoindra pas l'alliance portée par Chávez en 1998, à savoir Causa R, d'extraction essentiellement syndicale, et à laquelle les futurs partis chavistes issus des guérillas des années 1960 (PCV, MAS, MEP) barrent la route à la présidentielle de 1994 en s'alliant au vieux leader chrétien-démocrate Rafael Caldera.

sont éclipsées en 1992 par deux tentatives de putschs militaro-civils impliquant des centaines d'officiers et de soldats – dont la première propulse Chávez sur la scène publique. Enfin, on s'alarme d'une « flambée de l'insécurité » (physique). Outre les homicides liés à la délinquance organisée (trafic de drogue et autres), rackets et *hold-up* de commerces, les *car-jackings*, braquages (traumatiques) à domicile et « enlèvements express » touchent non plus seulement les notables les plus aisés, mais aussi des habitants plus anonymes des quartiers résidentiels de classe moyenne.

Dans ces conditions, parmi les dernières cohortes de jeunes relativement privilégiés ayant bénéficié de financements de l'État pour réaliser ou compléter leurs études aux États-Unis ou en Europe – le programme Ayacucho institué en 1975¹² –, une quantité croissante finit par s'y installer en tant que cadres du privé et professionnels libéraux, surtout en Floride, au Texas et en Espagne. D'autres, souvent ingénieurs et universitaires, tentent leur chance en Colombie, tandis que le flux inverse se poursuit, mais moins intensément qu'auparavant. Ces tendances se confirment après l'investiture de Chávez début 1999, mais sans s'accroître d'entrée de jeu [Kerdel Vegas, 2000]. La « troisième voie » bolivarienne, visant à concilier le « solde définitif de la dette sociale » et le « développement endogène », arbore des couleurs résolument transclassistes¹³. De fait, seule une minorité de grands bourgeois ou « oligarques »¹⁴, liés de près ou de loin à l'ennemi juré des putschistes de 1992, l'ex-président social-démocrate Carlos Andrés Pérez (1974-1979; 1989-1993), passé de chantre du « Grand Venezuela saoudite » à bourreau du *Caracazo* (et destitué pour « corruption »), s'installent avec armes et bagages – et comptes en banque – de l'autre côté des Caraïbes, notamment à Miami.

Entre migration qualifiée et « exil » antichaviste

Reste que la situation générale demeure assez instable. Et qu'après avoir laminé l'opposition à chacun des scrutins convoqués dans le cadre du « processus

12. Un système assez discriminant d'un point de vue socioculturel dont l'architecture est maintenue sous Chávez, et qui connaît une nouvelle expansion lors du *boom* des années 2000.

13. Hugo Chávez est élu haut la main tant par les classes moyennes que populaires, se réclame de Tony Blair et prétend faire travailler main dans la main fonctionnaires, militaires et civils, (petit et grand) patronat et syndicats « patriotes » (chavistes), multinationales et « communautés » populaires urbaines (*barrios*) comme rurales.

14. S'il existe bien quelques « grandes familles », l'économie pétrolière est beaucoup plus propice aux enrichissements prodigieux de « parvenus » que l'ensemble de ses voisines, comme le montra du reste ladite révolution.

constituant» bolivarien¹⁵, le chavisme, «modéré» sur le papier mais plus enclin à la diatribe qu'à la négociation, se met à dos l'essentiel des élites tour à tour médiatiques et religieuses, patronales et syndicales, et enfin militaires, ainsi qu'une bonne partie des classes moyennes et des figures clés de sa propre coalition; de même que l'administration de George W. Bush, s'opposant systématiquement – quoique surtout symboliquement – à ses desseins géopolitiques mondiaux¹⁶. Entre les 11 et 14 avril 2002, au terme d'un long bras de fer autour de quarante-neuf décrets-lois sectoriels et de la gouvernance de l'entreprise pétrolière nationale PDVSA¹⁷, Chávez est successivement mis aux arrêts (au prétexte de heurts mortels survenus au cours d'une méga manifestation réclamant sa démission), remplacé par le chef du patronat (qui annule la Constitution d'un trait de plume) et réinstallé dans ses fonctions *via* un contrecoup militaire-populaire tout aussi spectaculaire. Malgré quantité de «zones grises» relatives aux événements d'avril et postérieurs¹⁸, la conjoncture politique des années 2002-2004 s'apparente à une longue situation révolutionnaire à front renversé: où des (contre-)mobilisations anti- et pro-gouvernementales massives, et socialement clivées atteignent le cœur – armé – de l'État. Dès lors, les tendances migratoires préexistantes connaissent une première expansion et acquièrent un contenu très nettement politique. En présence d'un système judiciaire d'autant plus arbitraire que la majorité des juges ne sont plus titulaires¹⁹, ainsi que d'une coopération croissante avec Cuba, l'amalgame entre les figures du cadre immigré et de l'exilé se banalise dans les rangs de classes moyennes-supérieures de plus en plus acquises à l'anticommunisme [Straka, 2015]²⁰, notamment en Espagne et aux États-Unis – et en particulier

15. Référendum sur l'idée de la Constituante, élection de celle-ci, approbation de la Constitution, réélections générales.

16. Après la «relance de l'Opep» (Organisation des pays exportateurs de pétrole), l'amitié cultivée avec Fidel Castro et revendiquée avec Saddam Hussein et Mouammar Kadhafi, et la critique du plan anti-narco étasunien en Colombie (sous Clinton), Chávez fustige la «guerre au terrorisme» de George W. Bush.

17. Hormis les aménagements visant l'«ouverture pétrolière» des années 1990 et l'autonomie managériale de PDVSA, c'est plus la méthode employée que l'orientation des lois (de centre gauche) qui déchaîne la crise.

18. Et qui touchent à l'hybridation déjà à l'œuvre entre l'«État profond» d'ancien régime, les ex-putschistes de 1992 et les collectifs armés voués à l'«autodéfense» des *barrios* contre la police dans les années 1990 [Andréani, 2018].

19. La réforme judiciaire «d'urgence» esquissée par la Constituante s'est arrêtée au remplacement (*a priori*) temporaire des juges fortement soupçonnés de corruption – près de 80% – et seule une minorité est passée par des concours.

20. Bien que d'aucuns profitent de la faible crédibilité de la justice pour échapper à des enquêtes fondées, tant en matière économique que plus politique.

Miami. De façon *a priori* paradoxale, l'amalgame est aussi conforté par l'augmentation continue de la délinquance, attribuée par nombre de contempteurs des « hordes talibanes » (c'est-à-dire pauvres, criminelles et chavistes) à une politique délibérée à leur encontre.

Ainsi, fin 2002, alors que des dizaines de militaires se (ré-)affichent publiquement comme antichavistes en plein centre de Caracas, un vaste groupe d'employés de PDVSA, en majorité des cadres et techniciens, lance une grève « pour faire tomber Chávez », un « lock-out » selon le chavisme, et est soutenu par une partie des grands industriels et commerçants. Ce mouvement, faisant perdre quelques dizaines de milliards de dollars à l'économie et provoquant un regain de la fuite de capitaux (de différents bords)²¹, est défait au bout de trois mois au prix du licenciement de près de 20 000 grévistes – ou « putschistes ». La plupart exporteront leurs compétences entre les États-Unis, le Mexique et la Colombie, jouant dans celle-ci un rôle reconnu dans l'expansion relative de l'industrie pétrolière [Darío Peralta *et al.*, 2014]. De même, au cours et au sortir d'une méga campagne pour (ou contre) la révocation du président *via* un référendum de mi-mandat tenu *in fine* à l'été 2004 – après dix-huit mois de passes d'armes judiciaires, politiques et (para-)policières –, la mise en circulation par le chavisme des listes de signataires de la pétition requise (20 % du corps électoral), et les chantages et discriminations en matière d'emplois (et d'aides) publics qui en découlent incitent différents types de professionnels – notamment juristes – à prendre le chemin de l'« exil ». La victoire de Chávez à ce référendum révocatoire, qu'il attribue lui-même à la mise en œuvre de missions d'éducation et de santé (et d'alimentation) dans les quartiers populaires (*barrios*) confiées à des Cubains plutôt qu'aux corps de fonctionnaires locaux, sonne l'heure d'un double processus de démobilisation de l'opposition et de consolidation du gouvernement au sein de secteurs (para-)étatiques clés – pétrole, armée, justice, police, diplomatie...

Sur fond de *boom* pétrolier sans précédent, la réélection triomphale du *Comandante* fin 2006 et l'officialisation d'un « tournant socialiste » – entre nationalisations en cascade, « chavisation » de l'armée et promulgation à marche forcée d'une réforme constitutionnelle taillée sur mesure²² – n'ont pas tant pour effet d'augmenter le nombre de départs à l'étranger que celui des immigrants travaillant dans les espaces de production culturelle et médiatique, de plus en plus monopolisés par le chavisme [Páez, 2015]. Tandis que les pétrodollars irriguent toutes les strates sociales et que les business de toutes factures vont florissant,

21. Et l'instauration d'un contrôle des changes que patrons et dirigeants chavistes rendront rapidement contre-productif...

22. La réforme constitutionnelle hyper-présidentialiste rejetée au référendum de 2007 est passée à coups de décrets-lois avec la bonne grâce d'une Assemblée nationale acquise à Chávez.

les étudiants et jeunes diplômés hostiles à la révolution tendent plutôt à alterner séjours à l'étranger et *in situ*, entre tourisme, travail et engagement au sein d'une opposition rajeunie par la réapparition de vastes mobilisations estudiantines à compter de 2007. Il semblerait même que sur la fin du troisième mandat de Chávez (2006-2012), alors que le harcèlement judiciaire et (para-)policiier s'abat tout autant sinon plus – et de façon autrement létale – sur les dissidents de gauche (ouvriers, paysans, indigènes) rétifs à l'encadrement des classes populaires que sur l'antichavisme historique, la jeunesse chaviste des couches médianes recourt quant à elle de plus en plus aux va-et-vient dans les « pays frères » de la région comme en Europe, pour compenser la réduction rampante du pouvoir d'achat²³. Par ailleurs, dans les années qui précèdent le décès du *Comandante* (qui survient peu après sa réélection fin 2012), se banalisent les demandes de double citoyenneté avec l'Espagne, l'Italie et le Portugal chez les descendants d'immigrés tant de deuxième que de troisième génération²⁴.

Massification et paupérisation des flux

C'est environ un an après l'élection (déjà fortement contestée) de Nicolás Maduro début 2013 que s'amorce le phénomène migratoire dont il est ici question. Fondamentalement, celui-ci est synonyme non seulement de démultiplication sans commune mesure des candidats au départ, mais aussi de diversification tout aussi inédite de leurs profils socioprofessionnels et idéologiques, de leurs lieux de destination, de leurs moyens d'y parvenir et de leurs devenir une fois arrivés à bon port – quand ils y arrivent. Faute de données précises, on peut schématiser le *boom* en question en trois temps, correspondant chacun à la conjonction entre une aggravation de la crise économique et l'avènement d'un nouveau tour de vis autoritaire qui en accélère le rythme. Le premier se situe autour du début 2015 : suite à des protestations massives – tant estudiantines que populaires, anti chavistes que « ni-ni²⁵ » – pour « dégager Maduro²⁶ », qui se sont étalées entre février et mai 2014 et soldées par des dizaines d'assassinats et des centaines d'arrestations arbitraires, les effets de la chute des cours du pétrole se font doublement ressentir sur le niveau de l'inflation et des pénuries. Le second a lieu vers fin 2017 : après que

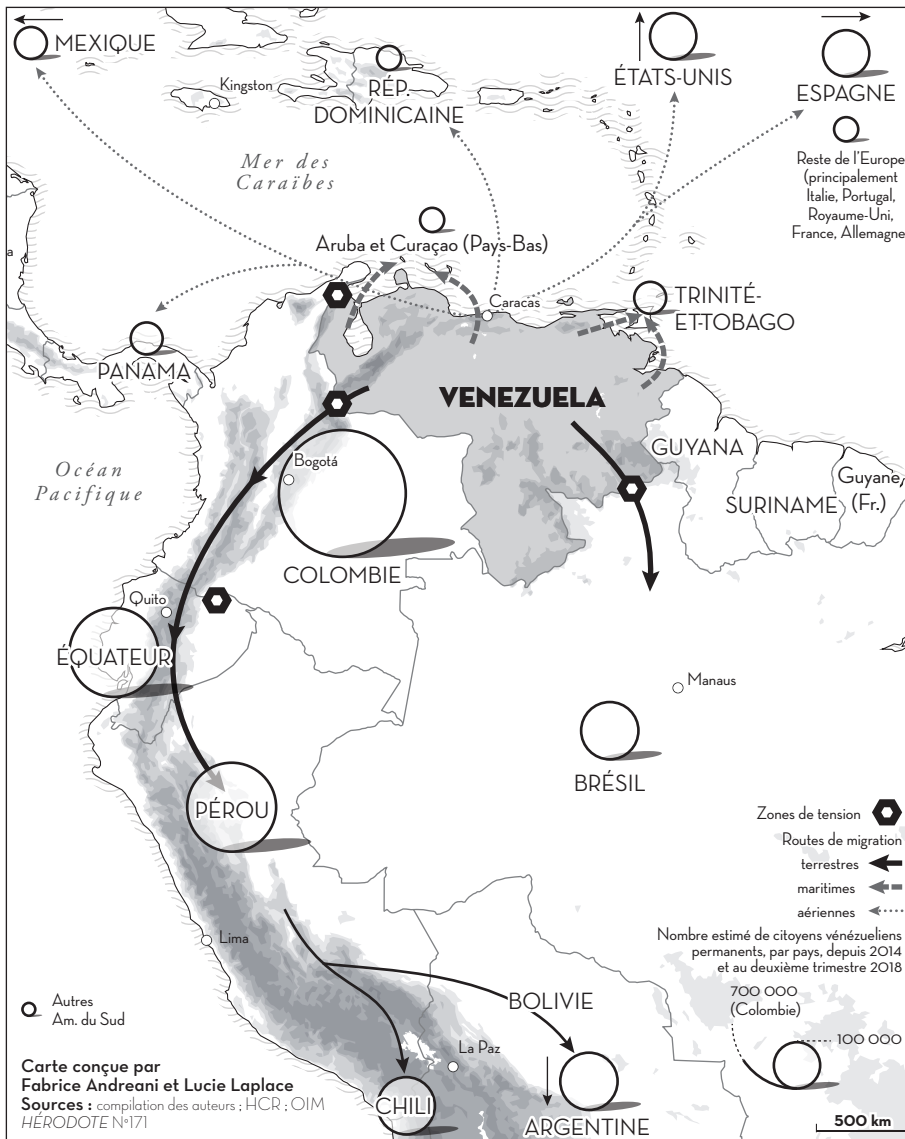
23. *Via* l'acquisition de devises subventionnées et leur revente au marché noir. Observations à Caracas, Madrid et Paris, 2007-2012.

24. En vertu des dispositions relatives au « droit du sang » dans ces pays historiquement d'immigration.

25. C'est-à-dire ni chavistes ni antichavistes.

26. Initialement contre l'insécurité, l'inflation et les pénuries, elles ont été dominées par cette consigne « radicale ».

CARTE 1. – L'EXPLOSION MIGRATOIRE VÉNEZUÉLIENNE :
DESTINATIONS, ROUTES ET ZONES DE TENSION



le gouvernement a neutralisé la victoire de l'opposition (MUD) aux législatives (2015), entravé arbitrairement l'organisation d'un référendum révocatoire contre Maduro en 2016, et répondu aux protestations d'avril à août 2017 – d'autant plus massives, transclassistes et réprimées (une centaine de morts) – en installant une Assemblée constituante « omnipotente », le pays entre dans un cycle d'hyperinflation, tandis que les « émeutes de la faim » se banalisent. Le dernier est toujours en cours : il fait suite à la réélection on ne peut moins concurrentielle de Maduro en mai 2018, sur fond de généralisation de la pauvreté (80 % de la population) et d'aggravation d'une crise sanitaire sans précédent.

Dans ce contexte, les membres de classes moyennes sensiblement paupérisées ont de plus en plus visé une destination subcontinentale et substitué le bus à l'avion²⁷. Et leurs concitoyens des *barrios*, pour beaucoup aguerris aux allers-retours avec la Colombie pour le travail ou les achats (grâce à la double nationalité ou des permis transfrontaliers spécifiques), ont été de plus en plus nombreux – par dizaines puis centaines de milliers – à prendre la route. Alors que les cas de mères célibataires laissant leurs enfants aux grands-parents pour aller travailler étaient déjà légion depuis quelques années, il s'est rapidement agi de familles entières partant « à l'aventure ». Et ce non plus seulement en bus mais aussi à pied – quitte à devoir passer des cols montagneux gelés où ils risquent leur vie –, le plus souvent avec presque rien en poche et parfois sans aucun point de chute anticipé. On a aussi vu apparaître, dès 2016, un phénomène de « *boat people* », à savoir des individus accusés à payer grassement des passeurs sur les côtes pour mettre le cap vers Aruba et Curaçao (nord-ouest), ainsi que Trinidad (nord-est)²⁸.

Gouverner la « crise » migratoire

Dans l'ensemble, les gouvernants latino-américains disposent d'une gamme limitée de régulations, instruments et savoir-faire en matière d'immigration. Les politiques relatives aux types de visas, à l'accueil et au contrôle aux frontières, de même que les compétences et la taille des administrations migratoires d'une façon générale, ne semblent guère adaptées à l'afflux relativement soudain de dizaines, voire de centaines de milliers d'individus dans des conditions de plus en plus précaires. Par-delà l'instrumentalisation de l'épouvantail bolivarien comme contre-modèle pour décrédibiliser la gauche, le fait que l'« exode » vénézuélien se soit invité dans les campagnes électorales, comme récemment en Colombie et

27. Outre des observations en Équateur, les descriptions qui suivent sont tirées notamment des travaux publiés par les sites web vénézuéliens Prodavinci.com, Elestimulo.com et Armando.info.

28. Notons que sur cette île des centaines de personnes sont détenues arbitrairement en dépit de mandats de protection de l'ONU...

au Brésil (juin et octobre 2018), répond au caractère quotidien des tensions entre migrants et autochtones comme des controverses médiatiques sur le sujet. Or si en théorie l'existence de différends entre les gouvernements de pays qui exportent des migrants et ceux qui les reçoivent n'exclut pas une forme de coopération *a minima*, dans le cas qui nous occupe la seule idée de discuter de la question avec les États voisins est exclue *ipso facto* par la grammaire géo-idéologique cultivée par les représentants de la révolution bolivarienne. Une grammaire exacerbée par l'évolution récente des rapports de force régionaux.

Le Venezuela entre dénégation et retournement du stigmat

Après avoir nié l'existence même d'une migration significative – assurant début 2018 que le solde migratoire au Venezuela était toujours positif –, les dirigeants boliviariens ont oscillé entre l'insulte pure et simple contre des « traîtres à la patrie » assimilés aux « petits-bourgeois », « casseurs » et autres « terroristes » qui ont pris la rue en 2014 et 2017, et la condescendance envers les « victimes de la propagande capitaliste » qui « lavent les toilettes des bourgeois à Miami » (*dixit* Maduro). S'ils affichent depuis peu leur volonté de taxer les devises envoyées au pays (*remesas*), estimées à près d'un milliard de dollars par an (et changées au marché noir), ils qualifient toutefois ces départs de « normaux ». Et attribuent leur médiatisation, à l'instar de la crise sanitaire et de la violence civile ou (para-) étatique, à une « campagne médiatique » destinée à justifier une « intervention impérialiste » – toujours « imminente » – pour les renverser, en général sous pavillon américano-colombien (et/ou onusien). Aussi sont-ils aidés en cela par les déclarations guerrières répétées de Donald Trump, fût-il constamment désavoué par son entourage et les chefs d'État latino-américains de tous bords, et quoique son administration ne rechigne pas à déporter les clandestins vénézuéliens. Il en va de même de la mobilisation sans relâche de Luis Amalgro, le secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA) – dont le Venezuela a déclaré vouloir sortir à l'été 2017 –, qui invoque désormais la figure controversée de la « responsabilité de protéger » (intervention sous mandat onusien).

En outre, à l'été 2018, sur fond de médiatisation de cas d'enrôlement de migrantes dans des réseaux de prostitution forcée (notamment à Aruba et Panama), de surexploitation de salariés non qualifiés (Colombie, Pérou...) et d'attaques xénophobes (nord du Brésil), la Révolution a lancé la « mission retour à la Patrie », qui conditionne le rapatriement en avion des « victimes » en question (surtout depuis Lima) à des manifestations de loyauté politique. Alors qu'on parle là tout au plus de quelques milliers d'individus – tandis qu'autant s'en vont tous les jours –, l'État vénézuélien, sujet à un processus de « décomposition » avancé dont (on l'a vu) ses dirigeants ont appris à tirer parti [Martínez, 2017], ne publie pas

plus de statistiques sur ses migrants que sur la santé ou la violence (quelle qu'elle soit). Enjoint par les autorités péruviennes de faciliter l'octroi et le renouvellement de passeports – qui peuvent prendre deux ans pour ceux qui ne s'acquittent pas des prébendes de rigueur²⁹ –, Maduro les a rendues responsables des vexations dont souffrent les plus précaires, les menaçant de les conduire devant la Cour pénale internationale (CPI) – où s'accumulent les dossiers contre sa personne depuis la fin 2017. Explicitement visé par l'activisme transcontinental du Groupe de Lima créé au même moment (Argentine, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Mexique, Panamá, Paraguay et Pérou), et déclaré *persona non grata* au dernier Sommet des Amériques tenu dans la capitale péruvienne début 2018, Maduro a systématisé sa politique de la chaise vide : déjà absent des réunions sur les migrations forcées ces dernières années (comme dans le cadre du Plan d'action du Brésil)³⁰, il l'est d'autant plus de celles, plus récentes, portant explicitement sur ladite « crise migratoire ».

Les limites de la coopération régionale

Le fait est que dans le même temps où la double crise politique et économique s'aggravait, les États qui étaient encore apparentés au « virage à gauche » des années 2000 sont passés aux mains de partis libéraux et/ou conservateurs, et de façon déterminante l'Argentine fin 2015 et le Brésil à l'été 2016. D'autres ont distendu leurs rapports avec le Venezuela peu ou prou au tournant de l'année 2017, au moment où le 18 Brumaire de Maduro s'annonçait irréversible : le Chili, l'Uruguay et l'Équateur ; celui-ci de façon subreptice sous Rafael Correa, puis plus manifeste après l'élection en 2017 d'un « dauphin » qui n'a pas tardé à le « trahir », Lenín Moreno. Alimentant la rhétorique érigeant la révolution en une forteresse assiégée par un « virage à droite » de facture nord-américaine – au vu notamment de la légalité douteuse de la destitution de Dilma Rousseff et de l'emprisonnement de son prédécesseur Lula –, ce processus a entraîné la paralysie des organisations susceptibles de faciliter la coordination interétatique sur la migration vénézuélienne à travers le sous-continent. Ainsi du Marché commun du Sud (Mercosur), que Chávez avait intégré en 2012, lorsqu'il était dominé par des « amis » (Argentine, Brésil, Uruguay)³¹, et dont le Venezuela a été suspendu

29. En 2017, faute d'encre et de papier, il a même été proposé aux citoyens d'imprimer eux-mêmes leur carte d'identité...

30. Consistant en un suivi tous les dix ans de la déclaration de Carthagène – voir *infra*.

31. Au moment où le Paraguay en était suspendu, Fernando Lugo ayant subi un « coup parlementaire » analogue à celui qui a eu raison de Dilma.

courant 2017 sur la base d'incompatibilités en matière de régulations commerciales. De même pour l'Union des nations sud-américaines (Unasur, propulsée par Lula et Chávez en 2004), dont la Colombie est sortie en août 2018 et que ses autres membres clés (Argentine, Brésil, Chili) semblent décidés à laisser agoniser.

Or ces blocages affectent tout particulièrement la question des visas – le premier maillon de toute politique migratoire – et donc des migrants clandestins, et *a fortiori* des réseaux de passeurs et de traite en tous genres susceptibles de se former sur la base des multiples groupes armés et de narcotrafic opérant dans certaines zones, notamment les points de passage entre le Venezuela et la Colombie, la Colombie et l'Équateur, et le Venezuela et le Brésil. En règle générale, en dehors des facilités transfrontalières colombo-vénézuéliennes, les Latino-Américains peuvent séjourner quatre-vingt-dix jours chez leurs voisins (avec une carte d'identité valide) et demander des « visas professionnels » conditionnés à des qualifications certifiées pour pouvoir rester plus longtemps. Or, à partir de 2015, sur fond de dégradation relative du marché de l'emploi dans la région – notamment en Équateur –, les migrants vénézuéliens, par ailleurs en moyenne moins qualifiés, ont eu de plus en plus recours au « passeport Mercosur », ainsi qu'ils appelaient ce visa de deux ans renouvelables assez facile à obtenir, en vigueur chez les États membres comme associés (Pérou, Équateur, Chili). Cette possibilité ayant disparu en 2018, l'essentiel des États a créé des visas temporaires spécifiques, permettant aux intéressés de travailler pour une durée moyenne d'une année et de demander un prolongement éventuel – le Chili a institué un « visa de responsabilité démocratique » plus souple. Mais les demandes en la matière ont littéralement explosé un peu partout et les tentatives de restriction esquissées çà et là, comme en Équateur et au Pérou, n'ont débouché que sur une augmentation en flèche des pétitions d'asile, suivie par un retrait des mesures annoncées³².

Récemment, cinq « réunions d'urgence » dédiées à la question se sont tenues. Après que le Groupe de Lima a ouvert le bal au mois de mai 2018, l'Équateur, la Colombie et le Pérou sont parvenus à convaincre la Bolivie – toujours membre de l'Alliance bolivarienne (Alba) mais peu affectée par les flux – de convoquer la Communauté andine (CAN)³³ fin août. Les trois États les plus concernés ont été rejoints dans la foulée à Bogotá par le Brésil, dont les forces armées ont été dépêchées à la frontière nord (État de Roraima) après l'épisode des émeutes violentes et incendies de camps de « vagabonds ». Ensuite, après que Lenín Moreno a annoncé quitter l'Alba en invoquant précisément l'absence de coopération

32. Nonobstant l'exigence occasionnelle de garanties supplémentaires, comme les assurances privées et les extraits de casier judiciaire en Équateur.

33. Dont le Venezuela était sorti 2005.

migratoire vénézuélienne, douze États latino-américains, à savoir ceux précités plus le Mexique et le Costa Rica – dont les normes d’asile sont à la pointe dans la région –, se sont rencontrés à Quito. Cette dernière initiative était surtout une façon de promouvoir une ligne plus « modérée » – la gauche ayant gagné les élections au Mexique –, la veille d’une réunion de l’OEA, déjà prévue et convoquée quelques jours plus tard [Lévêque, 2018].

Or aucune de ces rencontres n’ayant eu de résultats significatifs en matière de coordination et les gouvernants les plus mesurés s’impatiant devant l’accélération persistante des flux sur leur sol, c’est la stratégie qui prévaut au sein du Groupe de Lima qui semble – à ce stade – l’emporter : celle consistant à renforcer la coordination avec la Cour interaméricaine des droits de l’homme (CIDH) de l’OEA pour faire pression à la fois sur l’ONU et sur la CPI en vue de faire reconnaître que les Vénézuéliens sont sujets tant à une « crise humanitaire » qu’à de « graves violations des droits humains » – sinon à des « crimes contre l’humanité ». Et donc que la « crise migratoire » qui en découle appelle à une solution nécessairement internationalisée. En ce sens, le Conseil des droits humains des Nations unies, dont la haut-commissaire depuis août 2018 n’est autre que l’ex-présidente chilienne de centre gauche Michelle Bachelet – victime reconnue et ex-exilée de la dictature d’Augusto Pinochet –, a adopté en septembre une résolution historique afin de dépêcher au Venezuela une commission destinée à évaluer la situation.

Vers une reconnaissance d’une « migration forcée » vénézuélienne ?

Alors qu’une telle reconnaissance de la part de l’ONU impliquerait quasi automatiquement que les migrants vénézuéliens soient considérés comme des « réfugiés », les États de la région disposent en réalité déjà de normes fondées sur une acception relativement étendue de la convention de Genève de 1951 sur le droit d’asile. À savoir la déclaration de Carthagène, adoptée en 1984 sur fond de déchaînement des conflits armés en Amérique centrale, et qui formalise la mutualisation de la prise en charge des migrations forcées. Et ce notamment *via* des mécanismes de compensation budgétaire des pays d’accueil de réfugiés par ceux qui n’en reçoivent guère ou en produisent et de triangulation de la prise en charge vers des pays tiers – en cas de « difficultés d’intégration ». Ainsi, s’agissant des déplacés du conflit colombien, tant la Colombie que le Brésil ont aidé l’Équateur, tandis que le second a accueilli avec l’Argentine et l’Uruguay quelques centaines de Colombiens initialement réfugiés dans ce pays. Aussi ce cadre continue-t-il d’être utilisé dans le cas des citoyens victimes des guerres de gangs en Amérique centrale (Honduras, Salvador, Guatemala). Par ailleurs, en sus des solutions historiquement promues par l’ONU (insertion locale, accueil dans un pays tiers ou

retour au pays), des facilités ont été créées pour octroyer des visas économiques – principalement du Mercosur – aux victimes de migrations forcées. Reste que l'ensemble de ces mécanismes repose sur le volontariat et que les plans destinés à les actualiser sont décennaux³⁴. Sans compter qu'on parle dans le cas vénézuélien de volumes jamais connus jusqu'ici dans la région. Autrement dit, une implication majeure de l'ONU dans le cas qui nous occupe permettrait aux États concernés de bénéficier de moyens à la hauteur des ambitions de ladite déclaration de Carthagène. Au vu de la déliquescence de l'« État bandit » vénézuélien [Andréani, 2018 ; Muñoz, 2016], il n'est pas tout à fait incongru de considérer que ses administrés sont tout aussi sujets à une situation de « violence généralisée » que ceux des États (précités) d'Amérique centrale. Aussi cette notion raisonne-t-elle avec celle de « faillite de l'ordre public » privilégiée par le Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR).

Étant donné le caractère hybride de cette explosion migratoire – entre migration économique et forcée –, le Venezuela est vraisemblablement voué à devenir le terrain d'expérimentation d'une coopération inédite entre le HCR, fondé en 1950 et disposant d'un nombre important d'agents aux quatre coins du globe, et l'Organisation internationale des migrations (OIM), récemment intégrée au système onusien mais bien moins professionnalisée (et nombreuse), travaillant typiquement sur projet et notamment dépendante de bailleurs de fonds, en particulier les États-Unis. Par ailleurs, ces entités s'accordent en général tant avec les institutions étatiques que les ONG dédiées à l'accueil des migrants. Or celles-ci étant relativement peu nombreuses dans la région – et pour beaucoup liées à l'Église –, l'heure est à la pousse d'ONG « champignons » créées *ex nihilo*, en concurrence les unes avec les autres pour la captation de financements internationaux. Ici, les associations de Vénézuéliens créées au fil des dernières années dans bon nombre de pays pourraient jouer un rôle majeur, quoique la plupart de leurs membres ne soient pas spécifiquement formés à l'accueil des plus paupérisés – et *a fortiori* des indigents –, s'agissant majoritairement de membres de classes moyennes voire moyennes-supérieures et souvent de primo-arrivants. Et qui se sont longtemps employés à orienter les nouveaux venus à trouver un travail ou un logement dans leur domaine de compétence ou à défaut dans des conditions légales, avant que certains s'engagent plus récemment dans un travail d'aide – ou de charité – vis-à-vis des plus démunis de leurs concitoyens.

À cet égard, on ne peut préjuger de la tournure que prendra le gouvernement de ce *boom* migratoire et de la multitude d'effets pervers qu'est susceptible de receler sa globalisation sous des modalités humanitaires. Mais il ne fait guère de doute

34. Le dernier en date étant le Plan d'action du Brésil de 2014.

que l'une des clés du devenir du régime bolivarien et de ses relations régionales réside dans l'évolution des sociabilités ordinaires entre des groupes de migrants de conditions socioéconomiques et inclinations politiques divergentes et/ou opposées, de leurs mobilisations éventuelles et des incidences qu'elles auront sur les rapports entre les gouvernants et les proches restés au pays. Une dimension qui devra être creusée *in situ*.

Bibliographie

- ANDRÉANI F. (2018), « Entre *crash* de l'État magique et *boom* de l'État bandit : le Venezuela dans le labyrinthe autoritaire », *Problèmes d'Amérique latine*, n° 109, p. 119-134.
- CAMAU M. (2006), « Globalisation démocratique et exception autoritaire arabe », *Critique internationale*, vol. 1, n° 30, p. 59-81.
- CAÑIZÁLEZ A. (2018), « ¿Es una diáspora la emigración masiva de venezolanos ? », *Prodavinci*, 6 juillet.
- CORONIL F. (1997), *The Magical State. Nature, Money and Modernity in Venezuela*, Chicago/Londres, The University of Chicago Press.
- DARÍO PERALTA R., LARES VOLLMER C., KERDEL-VEGAS F. et SÁNCHEZ M. (dir.) (2014), *Diáspora del talento : migración y educación en Venezuela : análisis y propuestas*, Caracas, Fundación CEAC/Fundación TVE.
- KERDEL VEGAS F. (2000), *Diáspora del talento : Programa Talven*, Unesco.
- LÉVÊQUE F. (2018), « Bataille de chiffres et guerres d'image autour de la "crise migratoire" vénézuélienne », *Barril*, 21 septembre.
- LEVINE D. H. (1994), « Goodbye to Venezuelan exceptionalism », *Journal of Interamerican Studies and World Affairs*, vol. 36, n° 4, p. 145-182.
- MARTÍNEZ J. (2017), « Chavista (I) : la biopolítica de la deuda y el consumo », *UniNômade Brasil*, octobre.
- MUÑOZ B. (2016), « Ante el desmoronamiento », *Prodavinci*, 28 mars.
- PÁEZ T. (dir.) (2015), *La Voz de la diáspora venezolana*, Madrid, La Catarata.
- SAINT-UPÉRY M. (2008), *Le Rêve de Bolívar. Le défi des gauches sud-américaines*, Paris, La Découverte.
- STRAKA T. (2015), « La larga tristeza (y esperanza) venezolana », *Nueva Sociedad*, n° 260, p. 134-148.